



Edito

Douze ans après que le premier détenu, aveuglé et masqué, a foulé le sol de la base navale de Guantánamo, trente-neuf ans après que Leonard Peltier a connu son premier jour d'incarcération, ces dates anniversaires remettent en lumière le sort fait aux hommes enfermés pour des périodes de temps d'une longueur infinie.

Douze ans après que Georges Walker Bush a décidé de son ouverture, le camp de détention de haute sécurité militaire demeure toujours ce lieu de parodie de justice où des hommes ont été enfermés sans chefs d'accusation et sans jamais être traduits devant des tribunaux fédéraux pour y être jugés. Même lorsqu'ils sont reconnus « aptes à être libérés », les hommes demeurent détenus sans fin car le Congrès américain, sous autorité du Parti républicain, bloque tout transfert des détenus vers le système fédéral américain ou vers leur pays d'origine.

Absence de chef d'accusation, absence de procès, accès à un avocat sous conditions, usage de la torture physique et psychologique, détention sans limite, les Américains se sont distingués par la transgression des lois et des normes internationales qui régissent le monde, et ont foulé aux pieds les idéaux de la Constitution américaine dont ils s'enorgueillissent si facilement.

Et que dire du sens de la peine infligée à Leonard Peltier pour des meurtres que tout tend à prouver qu'il ne les a pas commis : deux réclusions à perpétuité. L'enfermement semble ici utilisé comme arme de contrôle social ou contrôle politique. Les défenseurs des droits de l'homme refusent ce dévoiement de justice et poursuivent leurs luttes pour les droits de tous, sur le sol américain.

Maryse Butel
Membre du Comité central de la LDH

SOMMAIRE

Edito	page 1
Dossier central : Guantánamo	
Douzième anniversaire de Guantánamo, zone de non-droits	pages 3-5
Guantánamo en chiffres	page 6
Campagne pour la fermeture de Guantánamo	page 7
Témoignage de Molly Crabapple	pages 8-9
La presse et Guantánamo	pages 10-11
Leonard Peltier : l'enfermement maximal	pages 12-13

DOUZIÈME ANNIVERSAIRE DE GUANTÁNAMO, ZONE DE NON-DROITS

L'impasse de l'enfermement à Guantánamo

« 2014 doit être l'année où le Congrès va lever les dernières mesures restrictives sur les transferts de détenus et où nous allons fermer la prison de Guantánamo Bay parce que notre lutte contre le terrorisme passe non seulement par le renseignement et l'action militaire, mais par notre volonté de demeurer fidèles à nos idéaux constitutionnels et exemplaires devant le monde entier. »

Discours de Barak Obama sur l'Etat de l'Union, prononcé en janvier 2014

Le 11 janvier dernier a marqué le douzième anniversaire de l'arrivée des premiers hommes détenus à Guantánamo. Les associations des droits de l'Homme et des libertés civiles se sont rassemblées devant la Maison Blanche, à midi, pour exiger du Président Obama qu'il honore enfin sa promesse de fermer cette prison. Au lendemain de son investiture, le 22 janvier 2009, le nouveau Président s'était engagé au nom de son gouvernement à fermer le centre de détention de Guantánamo rapidement, et au plus tard dans les douze mois suivants. A ses yeux, le peuple américain avait voté pour *« une approche qui considère que la fermeture de la prison à Guantánamo Bay est un impératif »*.

Qualifiée de « trou noir juridique » par de nombreux experts internationaux, la prison de Guantánamo Bay est régulièrement critiquée par les associations de défense des droits de l'Homme, qui reprochent au gouvernement américain d'y détenir des individus soupçonnés de terrorisme sans limite de temps, ni chefs d'accusation. Les ONG accusent également les responsables des camps (Delta, Iguana) de recourir à la torture physique et psychologique sur les prisonniers.

La décision d'incarcérer les hommes suspectés de terrorisme fut prise par Georges W. Bush, alors président des Etats-Unis, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Dans ses *Mémoires*, parues en 2010, il écrit : *« Nous avons décidé d'incarcérer les détenus sur une base navale isolée, située à la pointe sud de Cuba. »* A l'origine, Guantánamo était une enclave militaire permettant aux Etats-Unis de s'assurer le contrôle des Caraïbes et du canal de Panamá. Seulement sept semaines ont suffi pour que ce centre de détention devienne opérationnel, mais neuf années se sont déjà écoulées depuis que les autorités américaines ont pris la décision de le fermer. Cette base sert depuis douze ans à la détention des prisonniers capturés par les troupes américaines dans le cadre de la lutte contre le terrorisme pour lesquels le terme « ennemis combattants » a été imaginé, un nom qui ne dissimule pas pour autant l'absence de droits pour ces prisonniers et le simulacre de justice.

A ce jour, cent cinquante-quatre prisonniers sont toujours détenus à la base de Guantánamo. La plupart d'entre eux ont été innocentés depuis des années mais ils demeurent néanmoins emprisonnés, piégés par des considérations politiques. Plus de la moitié sont originaires du Yémen, et bien que le président Obama a levé l'interdiction de transfert vers le Yémen au printemps dernier, pas un seul de ces hommes n'est rentré chez lui depuis 2010.

Vincent Warren, directeur exécutif du Center for Constitutional Rights, estime que *« cet emprisonnement sans fin demeure une parodie de justice que les hommes eux-mêmes ont exposé à la conscience du monde grâce à leur grève de la faim massive cette année »*. Il demande que *« leur punition collective fondée sur leur nationalité prenne fin et qu'ils soient relâchés sans délai, en particulier nos clients Tariq Ba Odah, Mohammed al-Hamiri, Fahd Ghazy, et Ghaleb Al-Bihani »*.

Steven Hawkins, directeur exécutif d'Amnesty International aux Etats-Unis, considère que « *Guantánamo est immoral, onéreux et inutile. Le Président a raison de vouloir faire porter ses efforts pour fermer ce camp cette année. Chaque détenu doit ou bien avoir un procès devant une cour fédérale américaine ou bien être relâché et renvoyé vers un pays qui respectera ses droits. Les postures politiques et les restrictions du Congrès sur les transferts ne justifient en rien les délais* ».

Quant à Nihad Awad, directeur exécutif national du Conseil des relations américano-islamistes, il indique qu'à ses yeux, « *cette prison est devenue un blâme sur l'engagement de notre nation envers la loi et que nous sommes responsables de la sauvegarde des valeurs de la Constitution qui doivent protéger tous les Américains, les étrangers qui résident et ceux qui sont sous notre garde, des abus de la détention sans limite et sans procès* ». Les trois cent vingt-cinq associations à caractère religieux regroupées au sein de l'organisation Campagne nationale religieuse contre la torture condamnent « la torture comme une abomination morale contraire à tous les préceptes religieux ». Quant à Valerie Lucznikowska, porte-parole des familles endeuillées dans les attentats perpétrés au World Trade Center, le 11 septembre 2001, et militant au sein de l'association « Les Familles du 11 septembre, pour des lendemains pacifiques », elle s'interroge : « *Quand verrons-nous une authentique justice rendue après douze années de ce goulag honteux ?* » Pour Andy Worthington, de l'association « *closeGuantanamo.org* », « *La gigantesque grève de la faim a été nécessaire pour qu'enfin le Président Obama se remette à relâcher des prisonniers, après trois ans d'inaction. Ce début est prometteur, mais soixante-seize prisonniers sont encore détenus alors qu'ils ont été reconnus aptes à être libérés il y a quatre ans, et ils doivent être libérés le plus tôt possible.* »

Selon les militants américains d'Amnesty International, depuis longtemps les Etats-Unis ont manifesté très peu d'empressement à appliquer pour

leur compte les normes internationales relatives aux droits de l'Homme. Bien que les détentions soient contraires au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), que les Etats-Unis ont ratifié en 1992, les autorités gouvernementales américaines ont déclaré que les protections relevant de ce pacte ne s'appliquaient pas aux prisonniers détenus en dehors du territoire continental américain.

Le Haut Commissaire des droits de l'Homme aux Nations unies, Navi Pillay, a déclaré le 5 avril 2013 : « *Je suis profondément déçu par l'incapacité du gouvernement américain à fermer Guantánamo Bay malgré ses promesses réitérées. Cette violation systématique des droits de l'Homme se poursuit année après année. Nous devons être clairs : les Etats-Unis sont en infraction très nette non seulement par rapport à leurs engagements, mais également par rapport aux lois internationales et les normes qu'ils sont obligés de respecter.* »

Dès le début de l'année 2005, le Président George W. Bush a admis que les détentions d'étrangers à Guantánamo étaient devenues « *un outil de propagande pour nos ennemis et une source de distraction pour nos alliés* ». Il s'est donc attaché à « *trouver un moyen de fermer la prison* ». Toutefois, au jour de son départ en janvier 2009, deux cent quarante-cinq prisonniers y étaient toujours détenus. Le Président Barack Obama a immédiatement qualifié le centre de détention « *d'expérience fourvoyée* ». Dans un discours en date du 23 mai 2013, le Président a indiqué que Guantánamo « *est devenu un symbole dans le monde entier d'une Amérique qui ne respecte pas les règles de la loi* ».

Les Etats-Unis ont assurément toutes les ressources et talents nécessaires pour aboutir à la fermeture de cette prison. Ce qui manque, c'est la volonté politique et l'engagement de respecter les principes internationaux des droits de l'Homme.

Depuis l'ouverture en janvier 2002, sept cent soixante-dix-neuf prisonniers, hommes et ado-

lescents inclus, ont été amenés à Guantánamo, et n'ont jamais eu droit à un avocat ou à un procès, sans qu'une autorité judiciaire indépendante se prononce sur le bien-fondé de leur détention. A ce jour, cent cinquante-quatre hommes sont encore détenus pour une durée indéterminée sans accusation ni procès. Ce nombre n'a pas varié depuis le 29 septembre 2012.

Un des détenus s'appelle Obaidullah. C'est un jeune afghan qui avait 19 ans lors de son arrestation au milieu de la nuit par les forces armées américaines. Il est entré dans sa douzième année de détention militaire en juillet dernier.

De ses affirmations de torture et autres mauvais traitements lors d'interrogatoires jusqu'à l'absence de procès criminel et les grèves de la faim pour protester contre les conditions de détention, l'expérience de Obaidullah est l'exemple des nombreuses violations des droits de l'Homme perpétrées par un pays qui se proclame respectueux des principes internationaux des droits de l'Homme.

Grèves de la faim

« Les militaires américains ont décidé de ne plus communiquer d'informations aux médias et au public relatives aux grèves de la faim poursuivies par les détenus à Guantánamo », selon John Filostrate, un porte-parole militaire de la base de Guantánamo. Ils n'indiqueront plus si les prisonniers refusent de s'alimenter et combien sont alimentés de force, considérant qu'il n'est pas dans l'intérêt des militaires de communiquer sur ce sujet. « Ces informations n'ont aucun but opérationnel et détournent l'attention de questions plus importantes tels le bien-être des détenus, la sûreté et la sécurité des militaires. »

Les associations de droits de l'Homme, les avocats et les journalistes ont utilisé le nombre de grévistes de la faim comme baromètre de la protestation dans la prison. Au plus fort de la contestation, il y avait, en juillet 2013, cent six détenus en grève de la faim. D'après le Miami Herald, quand les dernières statistiques furent affichées, il restait quinze hommes en grève de la faim, chiffre en augmentation depuis la mi-novembre où on en dénombrait onze.

GUANTÁNAMO EN CHIFFRES

779 hommes et adolescents ont été emprisonnés à Guantánamo depuis 2002. Tous sont de confession musulmane.

86 % d'entre eux furent vendus aux Etats-Unis à une période où les militaires américains offraient des récompenses élevées. Une prime de 5 000 dollars était couramment offerte pour chaque homme arrêté.

625 hommes ont été transférés.

154 hommes demeurent détenus à ce jour.

88 d'entre eux sont de nationalité yéménite.

76 ont reçu l'autorisation d'être libérés mais sont toujours détenus à Guantánamo

56 des prisonniers qui ont reçu l'autorisation d'être renvoyés sont du Yémen mais continuent d'être détenus à cause de leur nationalité.

0 transfert n'a eu lieu vers le Yémen depuis juin 2010.

45 hommes ont été désignés par la Task Force du Président Obama pour suivre une détention sans fin sans chef d'accusation ni procès.

Au moins **22** enfants ou adolescents ont été enfermés à Guantánamo.

9 hommes sont morts à Guantánamo tandis que seulement **8** ont été reconnus coupables par les tribunaux d'exception.

8 ans, c'est la durée de la plus longue grève de la faim poursuivie par un homme dans le camp. Elle se poursuit toujours à ce jour.

0 autorité politique n'a été rendue responsable pour détention illégale et actes de torture à Guantánamo.

Le coût annuel de Guantánamo s'élève à **454 millions de dollars** pour le maintenir en état de fonctionnement. Le Pentagone aura dépensé **5,242 milliards de dollars à la fin de 2014** pour la prison de Guantánamo.

Chiffres à jour le 29 mars 2014

CAMPAGNE POUR LA FERMETURE DE GUANTÁNAMO

La chanteuse et musicienne Esperanza Spalding, les membres du Center for Constitutional Rights et d'autres associations appellent à la fermeture de Guantánamo. Parmi les plus connus on trouve les personnalités suivantes :

- Esperanza Spalding @EspeSpalding (New York, NY) lauréate d'un Grammy et militante ;
- Ryan J. Reilly@ryanjreilly (Washington, DC) HuffPost journaliste spécialiste des questions de justice pour le *Huffington Post* ;
- Adm. Donald Guter (Houston, TX), amiral de réserve pour la US Navy (Ret.) ;
- Molly Crabapple @mollycrabapple (New York, NY) Journaliste, artiste et lauréate de nombreux prix ;
- Pardiss Kebriaei @PardissKebriaei (New York, NY), avocat et membre exécutif au Center for Constitutional Rights.

Voici l'appel qu'ils publient et adressent au Président des Etats-Unis

Détention sans chefs d'accusation ni procès malgré l'autorisation d'être renvoyés dans leur pays

« Le Président Obama a le pouvoir de faire fermer Guantánamo, et la nouvelle loi intitulée National Defense Authorization Act (2014 NDAA) qui vient d'être adoptée par le Congrès rend sa tâche plus facile. Le Président Obama doit utiliser son autorité renforcée pour tenir sa promesse de fermer Guantánamo. Plus de la moitié des homes détenus à Guantánamo proviennent du Yémen et la plupart d'entre eux ont été déclarés « prêts à être relâchés » par l'administration Obama elle-même, avec le consentement unanime de la CIA, du FBI, des ministères de la Défense, de la Justice, et de l'Intérieur. Cependant, ils continuent d'être maintenus en captivité à cause de leur pays d'origine, et cette punition collective fondée sur la nationalité doit prendre fin. Dites au Président Obama d'utiliser ses pouvoirs fondés sur la loi, afin de libérer les prisonniers du Yémen. Il ne pourra honorer sa promesse de fermer cette prison tant qu'il n'aura pas relâché ces hommes. »

Le site : www.closeguantanamo.org

TÉMOIGNAGE DE MOLLY CRABAPPLE, JOURNALISTE ET ARTISTE, ENGAGÉE DANS LA CAMPAGNE « CLOSEGUANTANAMO.ORG »

Barack Obama, qui avait promis de fermer Guantánamo en 2008, a transféré onze hommes depuis l'été dernier. Ces hommes, dont l'innocence a été prouvée il y a longtemps, des hommes trop obèses pour marcher et trop schizophrènes pour accorder quelque crédit à leurs propos. Ces transferts sont les premiers signes que les Etats-Unis peuvent fermer une prison qui existe afin de retenir des ennemis combattants dans la guerre contre le terrorisme – une guerre dont les champs de bataille, les adversaires, les buts et la fin n'ont jamais été définis. Mais la prison construite « pour protéger notre liberté » après le 11 septembre ne nous a pas procuré davantage de sécurité. D'après le major général Michael Lehnert, premier commandant en chef de Guantánamo, la plupart des détenus n'auraient jamais dû se retrouver là.

J'ai vu les aberrations de Guantánamo dès le départ. Au cours de l'été 2012, j'ai été la quatrième artiste autorisée à visiter les bâtiments. J'ai vu les blocs, protégés par des barbelés tranchants comme des lames de rasoir, où les cent cinquante-cinq prisonniers restants sont maintenus. D'après un rapport de l'université Seton Hall, paru en 2005, la grande majorité des prisonniers furent capturés par les forces afghanes et pakistanaises, puis vendus pour des primes.

Le procureur en chef de Guantánamo, le général Mark Martins, m'a confié que seulement vingt d'entre eux étaient passibles de condamnations.

Des infirmiers portant des pseudonymes tirés des pièces de Shakespeare m'ont montré la chaise sur laquelle quarante-cinq grévistes de la faim furent ligotés et nourris de force, deux fois par jour. Ils refusaient de s'alimenter pour protester contre leur incarcération sans fin. Les militaires américains

leur ont confisqué la vie qu'ils avaient autrefois. Nous les forcerions à rester en vie.

Les détenus sont autorisés à parler à leurs familles quatre fois par an, grâce au système vidéo de Skype. La bibliothèque de la prison censure beaucoup de livres dont *L'Archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne, ouvrage sur les travaux forcés en Union soviétique. Le bibliothécaire m'a confié que cela pourrait semer de la protestation. A la place, des manuels pour réduire le stress sont proposés. La police militaire me montre la pièce où les grévistes de la faim sont enchaînés, seuls, devant la télévision. Un garde se moque des prisonniers parce qu'ils aiment regarder l'émission « Top modèle ».

J'ai visité Guantánamo à deux reprises, mais j'ai pu rencontrer des détenus une seule fois, pendant sept minutes, au travers d'un miroir sans tain. Ils étaient maigres, d'âge moyen, ils plaisantaient et faisaient leurs prières. Les prisonniers n'ont pas le droit de parler aux journalistes. D'après l'amiral Richard Butler, responsable des activités en prison, c'est pour éviter qu'« on les montre en spectacle », ce qui est interdit par la Convention de Genève. Mais Brandon Neely, qui était garde en 2002, m'a dit que les prisonniers étaient avertis qu'ils ne relevaient pas de la convention de Genève.

Le capitaine Robert Durand, porte-parole de Guantánamo, m'a assuré que les prisonniers se rendaient maintenant aux interrogatoires en échange d'un Happy Meal. Toutes les informations glanées ces douze dernières années confirment que la torture a été utilisée contre tous les prisonniers. Une note datant de 2002, rédigée par l'avocate militaire Diane Beaver, approuve l'usage du supplice de la baignoire, les passages à tabac, les températures extrêmes et la terreur psychologique comme de

faire croire à un prisonnier que sa famille est en danger de mort. Monsieur Neely m'a indiqué que lui-même et ses collègues frappaient les prisonniers. A chaque début de service, leurs supérieurs leur disent que les prisonniers « *vous tueraient vous et vous familles sans hésitation* ».

Dans la salle du tribunal de Guantánamo, j'ai dessiné le portrait de Khalid Sheikh Mohammed et de ses complices dans les attentats du 11 septembre. Il passe devant un tribunal d'exception qui a réussi à faire accuser huit hommes sur les presque huit cents prisonniers détenus sur l'île. Bien que dix ans se soient écoulés depuis les attentats, le procès de monsieur Mohammed n'a pas encore débuté. Les avocats étudient encore le système juridique – à demi militaire, à demi civil – que le Président Bush a imaginé pour Guantánamo. Pendant une semaine, ils se sont affrontés sur les maux d'estomac de monsieur Bin, un autre co-accusé.

Les journalistes assistent aux auditions derrière des parois de verre à l'épreuve des balles. Les soldats ont confisqué les jumelles que j'utilise à l'opéra, (je les avais apportées pour mieux voir le visage de monsieur Mohammed) parce qu'elles sont « un grossissement oculaire interdit ».

Un censeur officiel a collé des autocollants sur mes dessins avant qu'ils soient autorisés à sortir de la pièce.

A de nombreuses exceptions, les détenus de Guantánamo ne sont pas des criminels qui s'acquittent de leur peine. Ce sont des ennemis combattants, retenus jusqu'à la fin de la guerre contre le terrorisme. Mais le terrorisme n'est pas une nation – c'est un concept. Le colonel Morris Davis, qui fut le procureur en chef de 2006 à 2007 m'a confié « *Nous n'avons jamais eu de discussion sérieuse sur la fin du conflit* ».

Source : *The Guardian* (édition américaine)

LA PRESSE ET GUANTÁNAMO

Dés l'ouverture de Guantánamo Bay, les militaires ont organisé pour les journalistes des visites du centre de détention, visites limitées et sous étroite surveillance.

Carol Rosenberg, journaliste au *Miami Herald*, envoyée spéciale à Guantánamo

Carol Rosenberg a rédigé des centaines de dépêches sur Guantánamo, dont la plupart n'excèdent pas mille mots. Rares sont les articles plus longs. Elle n'a jamais écrit de livre et affirme qu'un tel projet est impossible à envisager tant que le centre ne sera pas fermé. Elle se voit comme une journaliste spécialisée dont la tâche a parfois consisté à couvrir les dernières nouvelles, grève de la faim ou suicide, parfois à écrire une petite chronique sur les psychiatres qui aident les gardiens du camp à faire face au stress, ou sur les célébrités de second rang qui viennent se produire devant les troupes. Ces dernières années, son travail a souvent consisté à rendre compte dans la durée des pratiques des tribunaux d'exception de Guantánamo.

Le 11 janvier 2002, les vingt premiers détenus ont atterri à la base navale de Guantánamo Bay. Un petit groupe de journalistes, rassemblés sur une colline à un peu moins de quatre cents mètres de la piste d'atterrissage, était là pour témoigner. Parmi eux se trouvait Carol Rosenberg. Elle travaille pour le *Miami Herald* et elle est spécialiste des affaires militaires.

Le Pentagone ne voulait pas que les médias couvrent l'arrivée des prisonniers. La veille, un petit groupe de journalistes avait été emmené en visite guidée dans le centre de détention tout juste achevé. On les avait informés qu'ils repartiraient au coucher du soleil. Mais, lorsqu'ils ont compris que les premiers prisonniers étaient déjà en route, Bob Franken, de CNN, a refusé de repartir. L'esclandre a

débouché sur un compromis. La moitié des journalistes a été autorisée à rester et à rédiger un reportage commun. Mais les photos ont été interdites.

Le premier prisonnier arrive à 14h55. Il porte une combinaison orange, un masque bleu turquoise qui couvre son visage, d'épaisses lunettes, des chaussettes du même orange sur des chaussures blanches, et un bonnet d'un orange plus vif. Il avance difficilement.

Tandis que Carol Rosenberg observait les détenus que l'on conduisait sur le tarmac, l'importance de l'interdiction de prendre des photos a pris tout son sens. Le site de Guantánamo a notamment été choisi parce qu'il se trouvait hors de la vue du public. Par conséquent, contrairement à la quasi-totalité des histoires couvertes sur la planète, celle-ci ne serait pas racontée en premier lieu par le truchement des images. Avec ses collègues, Carol Rosenberg s'est donc sentie investie d'une responsabilité immense. *« C'est un moment que tous les journalistes de la presse écrite attendent, explique-t-elle. Nous écrivons ce que le monde verra. »*

Huit ans et demi plus tard, au cours de l'été 2010, Carol Rosenberg est assise à une table de pique-nique, devant un vieux hangar converti en centre de presse de Guantanamo. En début de soirée, les journalistes se rassemblent autour de cette table pour jouer aux cartes et décompresser. C'est une équipe vivante, qui aime discuter, mais sur les questions relatives à l'histoire, à la politique et aux usages de Guantánamo, Carol Rosenberg bénéficie de plus de déférence que les autres car, depuis 2002, elle a passé plus de temps sur cette base que tout autre journaliste.

Peut-être même a-t-elle tenu plus longtemps que l'ensemble des soldats, interrogateurs et avocats de Guantánamo. Le personnel militaire de la base a été remplacé plusieurs fois. Des centaines de

prisonniers sont arrivés et repartis. Mais Carol Rosenberg, elle, est encore là. Elle a suivi depuis le début l'un des chapitres les plus controversés de la réponse américaine aux attentats du 11 septembre 2001 : la détention sans procès de centaines d'hommes arrêtés aux quatre coins du monde pour leurs liens présumés avec Al-Qaida et d'autres ennemis des Etats-Unis.

« *Il faut lire les comptes rendus quotidiens de Carol pour comprendre Guantanamo* », recommande Karen Greenberg, directrice du Centre sur le droit et la sécurité à l'université de New York et auteur de *The Least Worst Place : Guantanamo's First 100 Days* [Le lieu le moins pire : les 100 premiers jours de Guantanamo, inédit en français]. « *Carol est la seule personne capable de remettre dans le contexte ce qui se passe. C'est la personne qui a toujours été présente.* »

Source : *Miami Herald*

Livre

Et pour ceux qui lisent en anglais, nous recommandons :

The Guantánamo Files : The Stories of the 774 Detainees in America's Illegal Prison, Andy Worthington, Pluto Press/Palgrave Macmillan.

Andy Worthington est journaliste et historien. Il réside à Londres.

Droit de suite...

Dans notre Lettre n° 1, un de nos articles était consacré à la pratique discriminatoire appelée Stop and Frisk, mise en place sous l'autorité du maire de New York précédent, Michael Bloomberg.

Au cours de sa campagne d'élection pour gagner les suffrages des New Yorkais, le candidat Bill de Blasio s'était engagé à mettre un terme à ces suspicions systématiques à l'encontre des jeunes hommes hispaniques ou afro-américains. Ces fouilles aléatoires étaient non seulement discriminantes, humiliantes mais profondément inefficaces puisque le pourcentage de délits commis constaté était très bas.

Maintenant élu, Bill de Blasio, le nouveau maire, a tenu parole et la police de New York a cessé de pratiquer ces méthodes. Les actions de recours en justice ont également été stoppées.

LEONARD PELTIER :

L'ENFERMEMENT MAXIMAL

Trente-huit années d'emprisonnement : voilà le nombre d'années que Leonard Peltier vient de passer en prison depuis son arrestation, le 6 février 1976, au Canada. Alors qu'il entame sa trente-neuvième année de détention, il devient le plus vieux prisonnier politique des Etats-Unis.

Le Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (**Cisa**, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, www.csia-nitassinan.org) a tenu à se rassembler, le 5 mars, afin de protester contre cette si longue captivité.

Emprisonné depuis 1977, Leonard Peltier purge une double peine de perpétuité. Tout d'abord incarcéré au pénitencier de Leavenworth, au Kansas, il est maintenant détenu en Floride, bien loin du Dakota du Nord qui se trouve à plus de 3 000 km, Etat où réside sa famille. Cette contrainte géographique ainsi que le coût du déplacement rendent les visites quasi impossibles. Agé de 69 ans et en mauvaise santé, Leonard Peltier souffre de diabète, entre autres, et d'isolement familial.

Leonard Peltier, Indien Anishinabe-Lakota, membre des tribus sioux, est accusé du meurtre de deux agents du FBI, Ronald Williams and Jack Coler, sur la réserve sioux de Pine Ridge. Bien qu'il clame son innocence depuis le départ et, qu'au fil des années, les diverses révélations ont invalidé la thèse du FBI, la commission de libération sur parole est restée insensible aux arguments présentés et la situation demeure inchangée.

Leonard Peltier reconnaît avoir été présent durant la fusillade qui a coûté la vie aux deux agents du FBI, cependant il a toujours nié farouchement les avoir tués.

Vraisemblablement victime d'un procès politique en raison de son appartenance à l'American Indian Movement (AIM) et d'une condamnation « pour l'exemple », en dépit de la mobilisation internationale des défenseurs des

droits de l'Homme et des amis des Indiens d'Amérique, Leonard Peltier est toujours emprisonné et son cas demeure peu connu du grand public.

Militant politique en faveur des droits des minorités autochtones, Peltier participe à diverses actions symboliques dont le dessein est d'attirer l'attention sur la condition faite aux Amérindiens. Les plus connues sont l'occupation de la prison d'Alcatraz, la marche en faveur de « la piste des traités violés », et l'occupation du Bureau des affaires indiennes. L'occupation du village de Wounded Knee en 1973, en souvenir du massacre de trois cents civils lakotas perpétré par l'armée américaine au XIXe siècle, demeure une action d'éclat accomplie par plusieurs centaines de militants de la cause indienne.

Tous les recours juridiques sont maintenant épuisés et, au fil du temps, les diverses allégations du FBI se sont effondrées. Toutefois, Leonard Peltier demeure enfermé pour des meurtres qu'il n'a vraisemblablement pas commis.

Dès 1985, le procureur Lynn Crooks admet devant la huitième Cour d'appel « *ne pas savoir qui a tué ces agents* » et, l'année suivante, la Cour reconnaît s'être égarée dans son jugement de 1977, et admet les pressions sur les témoins, les faux témoignages ainsi que la dissimulation des preuves à charge.

En 1993, la Commission de libération sur parole motiva son verdict négatif par le refus de Leonard Peltier d'avouer les faits reprochés. Cet argument n'est pas recevable puisqu'il assimile l'innocence à un statut juridique plutôt que reposant sur des faits matériels. « *Se proclamer innocent, c'est suggérer que le gouvernement a tort* », affirme Léonard Peltier dans une lettre ouverte. « *Une telle insolence est invariablement punie par des réquisitions du ministère public en faveur de peines maximales.* »

La Commission de libération sur parole qui s'est prononcée défavorablement en 2009, ne pourra réexaminer son cas qu'en 2024, selon les procédures en vigueur.

Au vu de toutes les considérations juridiques, du nombre élevé d'années passées en détention et de la piètre santé du détenu, les défenseurs des droits de l'Homme demandent que Leonard Peltier soit libéré pour raisons humanitaires et dans l'intérêt de la justice.

Lors de son 86e congrès à Reims, en 2011, la Ligue des droits de l'Homme a longuement écouté Robert Bryan, le défenseur de Leonard Peltier et, à la suite de l'implacable exposé des circonstances menant à sa détention, une lettre demandant sa libération a été adressée par le président de la LDH, Pierre Tartakowsky, au président des Etats-Unis, Barack Obama. Ce courrier, demeuré sans réponse, est accessible sur notre site Internet :

<http://www.ldh-france.org/Demande-de-liberation-du-plus.html>

Livre

Ecrits de prison, le combat d'un Indien, de Leonard Peltier, préface de Danielle Mitterrand, éditions Albin Michel, 2000, collection Terre indienne.

Résumé : Au début des années 1970, le gouvernement américain entreprend de déstabiliser les mouvements de revendication des minorités. Arrestations sommaires, procès et emprisonnements arbitraires... La pression s'intensifie. En juin 1975, deux agents du FBI trouvent la mort sur la réserve sioux de Pine Ridge. Leonard Peltier, militant de l'American Indian Movement, est inculpé, condamné à perpétuité et incarcéré. Depuis plus de trente-cinq ans, il clame son innocence. Soutenu à travers le monde entier par des personnalités qui demandent la révision de son procès afin que justice soit faite, Leonard Peltier fait ici le récit d'années de souffrance. Dans ce récit, le prisonnier

n° 89637-132 laisse entendre la voix d'un homme qui, privé de liberté, continue de mener le combat au nom des peuples indiens pour la justice et l'égalité.

Jours de destruction. Jours de révolte, de Chris Hedges et Joe Sacco, éditions Futuropolis, 304 pages.

Ce gros ouvrage se présente comme un mélange de textes et de bandes dessinées, consacrés à cinq thèmes particuliers : cinq chapitres, dont le premier « Le temps des spoliations » est consacré aux conditions de vie des Amérindiens dans la réserve de Pine Ridge. Les deux auteurs nous décrivent leur projet : « *Au travers de textes et de dessins, nous avons voulu décrire la vie de ces habitants écrasés par les lois d'un marché débridé ; dépeindre ces zones où êtres humains et milieu naturel sont laissés à l'abandon après avoir été exploités pour en tirer un maximum de bénéfices ; rendre compte de l'impact du capitalisme sauvage sur les familles, les travailleurs, les communes et les écosystèmes.* »